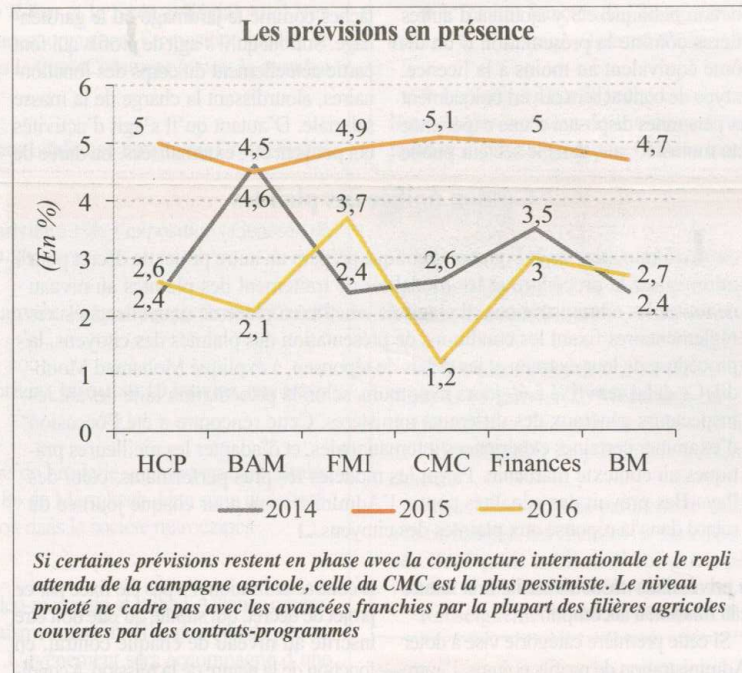


Croissance: Le CMC prédit 1,2%

• Le pronostic est basé sur le recul du PIB agricole

• Le manque de convergence des plans sectoriels attise la volatilité

QUE d'incertitudes pèsent sur la croissance pour l'année qui démarre! Les pronostics s'annoncent, on ne peut plus, divergents. Quand le FMI et la Banque mondiale créditent le pays de taux proches, voire au-delà de la prévision gouvernementale, le HCP et la Banque centrale optent pour le juste milieu (voir infographie ci-contre). Mais la douche froide vient du Centre marocain de conjoncture. Selon sa dernière livraison, la croissance devrait être limitée à 1,2%. Un scénario catastrophique qui n'a pas eu lieu même durant les années



15% des terres, elle participe à hauteur de 45% à la valeur ajoutée agricole. De plus, le gouvernement a dans le pipe un plan anti-sécheresse dont la principale composante est le maintien de l'emploi via l'accélération du programme d'irrigation et la construction des routes dans les campagnes. Sans oublier le lancement cette année du plan de réhabilitation du monde rural. Un plan doté de 50 milliards de DH sur sept ans.

Amélioration timide

Excepté les contraintes que devrait affronter le secteur primaire, le CMC s'attend par contre à une amélioration, bien que timide, des autres indicateurs. «Les activités du secteur industriel devraient présenter des configurations en légère amélioration par rapport à la tendance moyenne observée sur les 3 dernières années sous l'effet de la demande extérieure», est-il souligné.

Les projections du Centre pour l'ensemble du secteur industriel tablent sur un taux de croissance de 2,9%. Le BTP devrait en assurer 2,5% et les services 3,8%. Mais ces prévisions ne doivent pas tirer la croissance vers un niveau supérieur à celui avancé par le CMC. «D'où l'urgence des programmes de restructuration pour replacer l'économie nationale sur des sentiers de croissance plus soutenus et moins fluctuants», soutient El Malki. En clair, explique-t-il, il faut une stratégie nouvelle génération. Un modèle souple qui fixe le cap, se base sur la coordination, assorti d'un suivi et d'une évaluation systématiques. □

A.G.



de forte sécheresse. Et toute l'explication réside à ce niveau. Le retard des pluies alimentant en effet les pronostics les plus inquiétants.

Le recul attendu de la récolte céréalière pèserait de tout son poids sur la production des richesses. «C'est un déterminisme qui fait que le PIB agricole conditionne la croissance au Maroc», constate Habib El Malki, président du CMC. Et le Centre prévoit «un plongeon de 14,5% de la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur primaire». Or, si on ne peut préjuger pour le moment du comportement de l'activité de pêche, des professionnels estiment que tout n'est pas encore perdu pour le secteur agricole. A l'appui, l'agriculture irriguée est sécurisée par une réserve hydrique jugée assez confortable. Bien qu'elle n'occupe que

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Croissance, déficit, emploi: Attachez vos ceintures!



• Les perspectives pour 2016 moins favorables

• Réduction du déficit à 3% du PIB d'ici 2017, lourd engagement

LA Banque mondiale prévoit un taux de croissance en baisse de 2,7% en 2016 pour le Maroc. Il devra remonter à 4% pour les deux prochaines années. Ce sont des prévisions qui restent optimistes par rapport à celles du HCP qui prédit un taux de 2% contre 4,1% une année auparavant. Marc Stocker, économiste senior à la Banque mondiale et un des auteurs principaux du rapport de prévision «January 2016 Global Economic Prospects, cf. notre édition du jeudi 7 janvier» a relevé que le pays s'est engagé dans un programme de réformes et d'ajustement fiscal qui porte ses fruits. Entretien.

- L'Economiste: Quelle appréciation faites-vous de l'économie marocaine?

- Marc Stocker: Le paysage écono-



Marc Stocker, économiste senior à la Banque mondiale (Ph. B.M.)

mique est relativement stable au Maroc et les perspectives économiques plutôt favorables. Le pays s'est engagé dans un programme de réformes et d'ajustement fiscal qui porte ses fruits. Les déficits publics sont en baisse, la dette publique se stabilise et les déficits extérieurs sont en recul, même s'ils restent élevés. En termes de flux financiers, les investissements directs étrangers semblent se maintenir et l'aide au développement de partenaires, y compris de la Banque mondiale, reste un facteur de soutien.

- Comment expliquez-vous le taux

de croissance actuel et où voyez-vous les facteurs d'accélération?

- Après une performance mitigée en 2014, la croissance de l'économie marocaine s'est accélérée de manière significative durant l'année qui vient de s'écouler, bénéficiant d'un rebond de la production agricole et d'un renforcement des exportations. De plus, la baisse du prix de pétrole est un facteur positif pour l'économie domestique et contribue, en plus d'une politique monétaire prudente, à une inflation modérée. Nous estimons ainsi la croissance en 2015 à 4,7%, mais les perspectives pour 2016 sont moins favorables. Une baisse des niveaux des précipitations et une production agricole plus habituelle, un environnement extérieur qui reste relativement incertain et d'importants défis intérieurs nous font penser que la croissance devrait se stabiliser autour de 2,7% cette année. Les perspectives à moyen terme restent relativement positives, autour de 4% en 2017-18.

- Quelles réformes sont prioritaires pour redresser la barre?

- Les perspectives de moyen terme sont intimement liées à la poursuite de politiques

macro-économiques visant une stabilisation des déficits et une accélération des réformes structurelles. La loi de Finances 2016 confirme les objectifs de consolidation budgétaire, de réforme fiscale et de soutien au développement des zones rurales. Il est important que le gouvernement maintienne son objectif de réduction du déficit à 3% du PIB d'ici 2017. De ce point de vue, la réforme des subsides et la récente libéralisation des prix de l'énergie constituent un facteur de soutien important. Le pays continue à faire face à une série de défis structurels, et notamment la nécessité de réorienter l'économie du secteur non marchand vers des secteurs plus productifs, renforcer l'intégration dans une économie globale en mouvement et dynamiser le marché du travail. L'enjeu principal pour le Maroc dans les années à venir est d'assurer une baisse significative et durable du taux de chômage des jeunes et d'augmenter les opportunités d'emploi pour une plus grande partie de la population. □

Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com